

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'Assemblée de la République, Lisbonne, samedi 12 décembre 1981

Je suis heureux et flatté, monsieur le président de l'Assemblée de la République, messieurs les responsables des groupes parlementaires, mesdames et messieurs les parlementaires, de pouvoir, malgré la brièveté de mon séjour, vous rendre cette visite.

- J'y trouve aussi le plaisir personnel de retrouver une assemblée parlementaire. J'ai siégé dans les Assemblées de mon pays pendant 35 ans. Et l'une des particularités de nos usages, c'est que le seul lieu de France où je ne puisse maintenant me rendre est précisément le Parlement français. Alor bien me recevoir. Et retrouver dans d'autres pays démocratiques les élus du peuple, c'est pour moi l'occasion de sentir, autrement, mes propres sources. J'allais vous dire "mes chers collègues", dans un Parlement dont je connais les difficultés, les contradictions, les lenteurs, les défauts. Pour les avoir moi-même vécus, je sais aussi que là se forment les responsables de l'Etat, que là vivent les défenseurs de la démocratie, que là de façon constante et acharnée siègent ceux qui aiment et qui servent le peuple.

- Quelque soit votre opinion politique c'est bien comme cela. Un Parlement est en effet fait pour cela, c'est-à-dire pour respecter la représentation du pluralisme, chacun étant égal à l'autre dans ses droits. Il appartient ensuite aux majorités et aux oppositions de remplir leur devoir.

- C'est pourquoi, après mes entretiens d'hier, et celui que j'aurai dans un moment avec le président Eanes et les dirigeants de votre pays, je puis maintenant m'adresser, à travers ses représentants, au peuple portugais lui-même. A ce peuple, je suis heureux aussi d'apporter le salut du peuple français, en même temps que le témoignage de son amitié fraternelle et active. Nos deux pays, nous l'avons dit plusieurs fois mais il est bon de le répéter, en écho aux propos de monsieur le Président de l'Assemblée de la République que je remercie pour tout ce qu'il vient de dire et qui, au delà de ma personne, va droit au coeur de mon pays, ont de multiples raisons historiques, géographiques et culturelles d'entretenir et de resserrer entre eux les rapports privilégiés.

- Je voudrais en ajouter une autre, non moins fondamentale et non moins impérieuse : le Portugal a, comme la France, choisi le suffrage universel, symbole de la démocratie, source de légitimité.

- Choix qu'on pouvait, à vrai dire, pressentir de longue date. Déjà au cours du siècle dernier, je me souviens que la monarchie constitutionnelle au Portugal avait permis l'expression et parfois la mise en oeuvre d'idées libérales quoi qu'on en pense parfois, en avance sur leur époque comme l'abolition de la peine de mort, plus d'un siècle avant nous. L'institution de la République a confirmé à travers des périls finalement surmontés l'évolution en ce sens.

- Mais il y a quelques années que, rompant délibérément avec les forces du passé, vous vous êtes joints, en 1974, au mouvement qui, partout en Europe, comme j'aimerais pouvoir dire comme partout dans le monde mais on sait ce qu'il en est, soulève les peuples vers la liberté.

- Ce choix n'était pas facile, j'imagine. Mais en ami et en voisin, j'ai vécu, cherché à comprendre chacun des moments qui ont marqué le passage vers la démocratie. Il fallait du courage pour entreprendre tout à la fois de transformer les institutions et les pratiques sociales, d'adapter l'économie aux exigences de l'âge industriel et de reconstruire sur ces bases une politique nationale et internationale digne du grand peuple que vous êtes. Et même si chacun de vous, comme il en va dans tout pays libre, voit mieux ce qu'il reste à faire que ce qui a été fait, les résultats sont là pour montrer que vous avez collectivement raison. Le Portugal, maître de lui

resultats sont là, pour montrer que vous aviez collectivement raison. Le Portugal, maître de lui-même, construisant son avenir, est aujourd'hui je puis en témoigner devant ce Parlement reconnu, respecté et apprécié de tous.\

C'est en ami que je viens ce matin parmi vous, j'espère que vous l'avez déjà ressenti : représentant d'un peuple qui connaît et trouve entre tous votre volonté de progrès d'émancipation, c'est en son nom que j'assure au Portugal démocratique la solidarité de la France.

- Solidarité dans nos relations mutuelles - et d'abord à travers le million ou presque de vos compatriotes qui vit et travaille en France. C'est grâce-à eux que votre pays est le plus souvent connu chez nous. C'est grâce-à eux qu'il est estimé. Non seulement parce que leur travail contribue à notre richesse plus encore qu'à la leur, mais d'abord et surtout parce que ces hommes, ces femmes, ces enfants sont nos hôtes, mais parce que nous voulons et ferons en sorte, cela a été le premier acte du premier gouvernement que j'ai constitué au mois de mai dernier, que sur notre sol ils se sentent chez eux tout en restant profondément attachés à leur pays natal. Notre secrétaire d'Etat chargé des immigrés `François AUTAIN`, invité par vous l'autre semaine, vous l'a déjà dit : nous ne forcerons ni n'inciterons aucun immigré au retour et nous respecterons son droit pour rapatrier ses propres économies, fruits de son labeur. Si la situation de l'emploi chez nous ne nous permet malheureusement pas d'en accueillir toujours davantage, car nous devons mesurer à l'appréciation nos propres besoins, nous veillerons à ce que ceux qui sont déjà parmi nous soient toujours libre de le rester et nous débattons avec vous, avec votre gouvernement responsable pour savoir dans-le-cadre de la future Communauté de quelle façon agir pour respecter dans les meilleures conditions le droit de chacun à circuler, sans que pour autant cela soit cause de désarroi ou de déséquilibre dans chacun de nos pays.\

Nous souhaitons que se resserrent nos relations économiques, que se renouvellent nos -rapports culturels.

- Dans le secteur industriel, et en-particulier dans les secteurs les plus avancés, où doit s'affirmer une coopération à l'échelle européenne, nos intérêts respectifs bien compris nous commandent de joindre nos efforts. Coopération axée sur des projets de développement propres à bénéficier d'aides financières internationales et demain, cette coopération peut se faire jour, existe déjà, mais devrait s'accroître, en-matière d'agriculture et de tourisme.

- De même, dans l'ordre intellectuel et artistique, pourrions-nous développer au-sein ou autour du futur Institut français de Lisbonne, qui deviendrait en réalité un Institut franco - portugais comme autour de toute initiative culturelle prise par le Portugal un dialogue nouveau. Cela nous permettrait de mieux tirer parti de nos ressources de réflexion, d'imagination, de création, pour adapter aux temps modernes, aux formes modernes et au style, aux besoins de la génération qui monte, notre vieille et commune culture, sans qu'elle risque d'y perdre son âme. Que de fois m'arrive-t-il de dire en France à mes concitoyens est-il une autre tentative plus noble pour un responsable politique que de tout faire pour libérer les forces créatrices ? Et cela vaut tout autant encore pour le domaine de l'esprit que dans le domaine des échanges et de la production libérés des forces productrices. Ce qui veut dire, car chacun sait ici quels sont mes propres choix politiques, que le mot libéré doit être bien compris au regard des besoins modernes, après près de deux siècles de société industrielle où chacun sait bien que la liberté n'est pas toujours exactement là où on la place d'ordinaire.\

Mais cette solidarité ne doit point se borner au champ, même élargi, de nos -rapports mutuels. Elle doit s'étendre à nos relations internationales, et d'abord à notre espace naturel : je veux dire la Communauté européenne `CEE`. J'ai dit "et d'abord à notre espace naturel". "Notre" cela signifie vous et nous, la Communauté européenne. Pourtant, ce n'est pas encore tout à fait le cas, me semble-t-il. Il y a un espace naturel, l'Europe, vous en êtes, et nous en sommes. Il y a un espace qui n'est pas tout à fait naturel, il s'agit maintenant d'en définir et d'en délimiter l'horizon, c'est la Communauté européenne.

- Je vais vous en dire un mot. C'est parce qu'il est une démocratie que le Portugal a demandé à y entrer et en-raison des règles du grand jeu que nous voulons donner à l'Europe. C'est aussi et parce qu'il est une démocratie que le Portugal, comme la France, comme d'autres, y ont

naturellement leur place. Tout en étant soucieux de nos intérêts légitimes, à nous Français, et ferme quant à leur défense, je vous le dis après que le débat ait si longtemps occupé les conversations, nos échanges : et votre présence est légitime. La France, après examen, sans rien ignorer des difficultés que cela vous pose et que cela nous pose, souhaite votre présence, ne sera pas un obstacle pour que le Portugal choisisse librement sa voie si c'est celle de la Communauté, comme il semble, alors vous y serez les bienvenus et nous discuterons entre gens sérieux et responsables des conditions dans lesquelles, dans-le-cadre du respect du traité de base, nous pouvons organiser et harmoniser nos intérêts. Je pense que le Portugal aidera à faire de la Communauté une réalité vivante. Je crois que nos vues sont proches, je crois que nous pourrons travailler ensemble à mieux dégager la personnalité, tout à la fois diverse et unie, que l'Europe doit faire valoir et sentir à travers le monde.

- Ainsi, des nations comme les nôtres - comme cela devra être le cas aussi de ceux qui demandent comme vous à entrer dans la Communauté, je pense à l'Espagne, notre voisine commune, pourront-elles mieux affirmer leur vocation internationale et se faire mieux entendre dans les affaires du monde, étant entendu qu'il s'agit dans chaque cas d'Etat souverain et que si chacun tend à la convergence des intérêts et à la synthèse de l'Europe, il appartient au Portugal de choisir pour lui-même, à l'Espagne de choisir pour elle-même, à chacun des pays de la Communauté des Dix, de choisir à l'intérieur de cette Communauté, selon ce qu'il considère être son devoir et ses intérêts. C'est pourquoi, dès que cela leur sera possible, c'est-à-dire dès l'année prochaine dans trois semaines, on pourra considérer, en tout cas c'est la position de la France, que la négociation avec le Portugal pourra s'ouvrir avec les plus fortes chances de réussite si chacun des Onze le désire.\

Cela concerne aussi nos affaires internationales et bien des problèmes en direction du tiers monde. Quelle expérience historique n'avons nous pas, nous Portugal en France, quand il s'agit des peuples à mieux asseoir leur indépendance, à affirmer plus librement leur personnalité politique, leur développement économique, leur identité culturelle.

- Nous avons fait nous-mêmes quelques efforts dans ce sens. Nous cherchons à mettre en place un ordre économique international plus équitable et qui serait par là-même plus stable. J'ai constaté avec un peu de peine que la France ne participait à l'effort de pays industriels en direction du tiers monde que pour 0,3 % de son PNB. Vous savez que les Nations unies ont fixé un premier palier à 0,7 %, nous sommes loin du compte. Mais nous avons décidé d'atteindre ces 0,7 % au-cours des années prochaines et nous avons commencé d'inscrire dans notre budget de 1982 les premiers chiffres qui nous situent dans cette perspective : 0,7 % pour l'ensemble des pays du tiers monde, 0,15 % pour les pays les moins avancés `PMA` qui tenaient récemment leur conférence plénière à Paris.

- Vous avez sans doute suivi les débats qui ont eu lieu à Cancun où se trouvaient réunis vingt deux pays à l'invitation de quelques uns, peut-être avez-vous suivi les positions de la France lors de la conférence dite au sommet, des pays industriels de l'Ouest plus le Japon, à Ottawa. Et nous avons agi pour que soit reconnue la nécessité des négociations globales dans-le-cadre des Nations unies, pour que soit développé dans-le-cadre des institutions héritées de Bretton-Woods et particulièrement de la Banque mondiale un secteur énergétique capable de développer les richesses naturelles des pays pauvres qui ne détiennent pas le pétrole. Combien de pays d'Afrique en-particulier disposent de richesses hydroélectriques potentielles considérables qui restent en jachère.\

Nous avons pris position, alignant nos actes sur nos paroles, c'est ce que nous faisons dans nos accords de coopération avec plus de trente pays d'Afrique pour tenter de parvenir à un accord international généralisé sur la garantie des cours des matières premières. On ne peut abandonner des pays pauvres qui disposent d'une ressource grâce-à laquelle ils pourraient équilibrer, prévoir, préparer l'avenir. On ne peut les laisser au simple jeu de la spéculation internationale. Je citais hier soir dans une autre assemblée au Portugal, je citais l'exemple de produits comme le café, le cacao, des variations de cours pourront aller de trente à cinquante % d'une année sur l'autre. Qui oserait fonder sur cette base des accords de co-développement sur deux ans, et deux ans qu'est-

ce que c'est ?

- L'impossibilité est créée par le système économique actuel. Vous parliez d'un nouvel ordre économique mondial, voyez l'impossibilité absolue pour les pays industriels qui le souhaitent d'organiser avec les pays du tiers monde qui le souhaitent la plus modeste planification, c'est-à-dire le développement organisé dans l'état actuel anarchique d'un faux libéralisme qui en réalité oublie des règles du marché dont il faut tenir compte et qui ont leur valeur au bénéfice d'une spéculation qui échappe en vérité au véritable rapport de forces économiques. Cette action de la France, bien entendu, ne peut se substituer à l'action de l'ensemble des pays industriels, nous n'en avons pas les moyens.

- Nous sommes obligés de ramasser nos forces autour de ce noyau francophone et un peu au-delà des pays dont nous sommes les compagnons de vie. Au travers du siècle passé vous-mêmes Portugais, qui avez tant fait dans l'histoire du monde et qui avez su rompre l'air colonial pour bâtir des relations solides d'un nouveau type avec nombre de pays d'Afrique et aussi dans le monde, vous en connaissez le poids et le prix.

- Bref, je crois que nous avons des choses à nous dire afin de refondre les moyens de coopération et de réorientation des objectifs du Nord à l'égard du Sud. Le concours du Portugal dans les assemblées internationales me paraît déterminant en raison de son expérience irremplaçable et de sa connaissance des hommes et des choses. Ce que vous avez su faire depuis 1974 montre bien qu'à partir d'une situation de domination coloniale, vous avez su forger des relations dignes de respect mutuel dont vous connaîtrez plus tard les bienfaits.

En effet, la plupart de ces pays sont disposés par delà les conflits, les épreuves, à devenir pour les pays tels que les nôtres des partenaires majeurs. Nous avons renoncé à intervenir, comme nous le faisons trop souvent, dans les conflits intérieurs des pays en question et nous apportons notre assistance aux gouvernements réguliers quand ils la demandent pour garantir leur sécurité, reconstruire leur Etat ou assurer leur unité. Respect ou établissement des indépendances, garantie de la souveraineté, autodétermination par les populations concernées, appui aux efforts de l'Organisation de l'unité africaine `OUA` sont les principes d'ensemble sur lesquels se fonde la France à propos de conflits dont je citerai trois d'entre eux : la Namibie, le Tchad, le Sahara occidental. La France qui entretient des relations amicales avec l'ensemble des pays d'Afrique du Nord se réjouira de toute démarche qui sera entreprise en faveur de la paix dans cette région. Nous pensons de même que l'ensemble des riverains de la méditerranée dont vous êtes les voisins immédiats, doit saisir chaque occasion d'atténuer les tensions et de réduire les causes d'affrontement. Vous mêmes qui êtes si proches de cette Afrique du Nord, du Maghreb, devez vivre plus intensément peut-être encore que nous mêmes la nécessité de parvenir à rétablir l'harmonie lorsqu'elle se brise entre les principaux pays de cette région auxquels nous lient l'histoire et très souvent la culture et qui ont encore quelque peine à sortir de la période dangereuse.

- Il me semble que les politiques du Portugal et de la France dans ces domaines comme dans d'autres trouveront aisément à s'accorder dans cette Afrique où une histoire assez semblable nous a permis de garder tant de liens, où le président Eanes, vient de faire un voyage remarqué, je pense que nous pourrions faire plus et mettre en oeuvre ensemble une sorte de coopération triangulaire que je recommande souvent dans d'autres pays. J'étais récemment au Mexique et j'employais ce langage afin que chacun trouve sa place, son intérêt, son influence et que se développent les formes de coopération nécessaires.

Tel est le message, mesdames et messieurs, que le Président de la République française est venu apporter au Portugal, à son peuple, à ses représentants. Vous et nous, Portugais et Français, dans la grande tradition de nos pionniers qui ont et, je pense aux vôtres, marqué d'un grand trait de lumière l'histoire de l'humanité, qui ont découvert le monde. Je crois que nous pouvons partir de façon à la fois réelle et symbolique à la recherche de nouveaux horizons, où l'homme réconcilié avec lui-même d'abord, ce qui est peut-être le plus difficile, mais aussi avec le progrès et avec son histoire sera à même de maîtriser son avenir.

- Nous avons entendu ensemble le cri de la liberté qui réveille la conscience des nations en cette fin du XXème siècle sur tous les continents. Nous avons en commun la volonté de lui apporter la

tin du XXème siècle sur tous les continents. nous avons en commun la volonté de lui apporter la réponse de la démocratie et de la justice.

- Cette grande tâche à laquelle nous convions notre jeunesse ne peut réussir que dans un monde en paix, est-il nécessaire de le dire ? Je l'ai rappelé hier soir encore, je le fais presque chaque jour dans mon pays. L'équilibre des forces entre les blocs militaires, qui se sont constitués, garantit la paix. L'équilibre des forces est une règle d'or et doit être assurée, la sécurité collective organisée, la loi internationale respectée et quelqu'en soit le -prix, ces principes doivent être constamment rappelés, sans oublier le premier d'entre eux que je n'ai pas cité : le droit de chaque peuple à se déterminer lui-même.\

Et au-delà de cette enceinte, je souhaite être entendu dans les conférences internationales où l'on parle du désarmement et où l'on fait bien de parler du désarmement. J'ai retenu comme une bonne nouvelle que le 30 novembre dernier, les deux plus puissants pays du monde acceptaient enfin de se rencontrer à Genève pour parler d'une paix qui nous concerne tous. Je comprends que chacun d'entre eux ait besoin d'assurer sa sécurité, on peut comprendre après tant de drames qui ont occupé la surface du monde cet -état de méfiance qui oppose l'un à l'autre. Comment vaincre cette méfiance sinon en discutant. Chacun tient à aborder cette discussion dans une situation dite de force. On peut le comprendre aussi à compter du moment où la sagesse finit par prévaloir, savoir quand commencer : eh bien ce sera une spirale qui emportera tous les peuples du monde. Je me réjouis de la négociation et la France fera tout ce qu'elle pourra pour que cette négociation réussisse. Chacun connaissant les intentions de l'autre, je le répète, il convient désormais de rechercher l'équilibre des forces au-niveau d'armement le plus bas. J'ajoute que chacun des peuples en question cessant de consacrer l'essentiel de ses forces à l'équipement militaire pourra peut-être aménager davantage le développement économique et social, non seulement pour lui-même mais aussi pour les autres.\

Mesdames et messieurs les parlementaires, j'ai cru bon d'aborder devant vous toute une série de problèmes qui excèdent et de loin les simples relations franco - portugaises. N'était-ce pas pour moi une obligation ? Je ne veux pas réduire le Portugal ou la France au simple niveau d'un débat d'affaires ou d'intérêts entre deux pays aussi respectables qu'ils soient. Vous êtes vous-mêmes un Etat souverain. Vous êtes marqués par une grande histoire, elle n'est pas simplement derrière vous cette histoire, elle est aussi devant et je m'en serais voulu de ne pas aborder devant vous quelques uns des problèmes qui touchent à l'équilibre du monde dont vous êtes partie prenante, comme nous-mêmes.

- Le progrès économique, la liberté et la paix, autour de ces grands mots mais aussi de ces grandes choses, le Portugal et la France peuvent unir leurs efforts pour le bien de l'Europe et de l'humanité. Voilà, monsieur le Président de l'Assemblée de la République, mesdames et messieurs, un message que la France adresse par ma voix à la nation amie dont vous êtes les représentants.\